

Éditorial

Frédéric Boccara

Face au *blitzkrieg* des droites, Union – action – plate-forme commune

Chacune des trois droites (F. Fillon, M. Le Pen, E. Macron) programme un *blitzkrieg* pour recomposer notre pays en phase avec le nouvel ordre que cherche le capital financier et qu'il n'arrive toujours pas à trouver.

Référendum dans la foulée pour l'une, ordonnances en quelques mois pour les deux autres (avec plus de flou chez Macron). Dans tous les cas : profiter d'une tétanisation post-élection pour assommer le mouvement populaire et engager une révolution conservatrice.

Tous les trois cherchent, de façon différente, à répondre aux défis nouveaux – révolution informationnelle et numérique, nouvelle phase de la mondialisation (Trump, Chine, Brexit, migrations, militarisation), crise écologique – au service du capital financier. F. Fillon s'appuie sur une base sociale traditionnelle, ultra-conservatrice sur les « valeurs » qu'il utilise pour rassurer certains sur le « sociétal », il programme un choc de compétitivité anti-social au service des profits et un enrôlement renforcé dans la guerre économique avec une intégration politique et économique accrue autour de la zone euro au sein d'un pôle eurasien, et avec une militarisation accentuée. M. Le Pen utilise le prétendu « coût de l'immigré » pour masquer le coût du capital, détourner la colère populaire face à l'insuffisance des services publics, aux délocalisations et au chômage, et faire l'Union sacrée nationale derrière le patronat pour une guerre économique renforcée. E. Macron conjugue un appui sur le grand capital et sur les couches moyennes supérieures (cadres supérieurs et aspirants patrons) par un discours chatoyant sur l'entreprise et sur la modernité technologique et sociétale (lui pourtant si ambivalent sur les étrangers vivant en France), pour effectuer lui aussi un choc de compétitivité anti-social, mais dans une fuite en avant fédéraliste vers une intégration européenne atlantiste et un condominium européen de quelques gouvernements au service des grandes multinationales financières.

Face à cela, les enjeux d'une gauche de contenus sont aigus, fondamentaux, pour relever les défis objectifs que le capital financier prétend relever. Mais comment s'attaquer à ces enjeux si, à la présidentielle, la gauche est éliminée dès le premier tour ?

M. Valls battu, cela change la donne. Une plate-forme politique est encore possible. On peut partir d'un certain nombre d'objectifs sociaux et écologiques qui sont communs : le rejet de la loi El Khomri, un revenu pour chacun, une émancipation du travail, une nouvelle culture écologique pour une nouvelle production et une nouvelle consommation, le développement des services publics et sortir de l'austérité jusqu'au niveau européen, l'antiracisme et le refus du rejet de l'Autre. L'accord affirmerait que l'enjeu consiste en la conquête de nouveaux pouvoirs sur des moyens financiers au service de ces objectifs, qui doivent être eux-mêmes suffisamment ambitieux. C'est le triptyque fondamental – objectifs sociaux et écologiques/moyens sur l'argent/pouvoirs nouveaux – qu'a toujours rencontré la gauche ; soit lors de ses échecs (le « Mur de l'argent » durant le cartel des gauches, les « 200 familles » de la Banque de France lors du Front populaire, la « dictature de la finance » depuis 1982-83) ; soit lorsqu'elle a réussi en les affrontant victorieusement (notamment à la Libération).

Ce type d'accord serait une base donnant sens à une unité pour la présidentielle, avec une pluralité de candidatures aux législatives et une conception de l'union pluraliste, reposant sur l'autonomie d'action créatrice de ses composantes et la primauté à l'intervention populaire.

Cette unité est possible dans un débat à gauche, avec des propositions précises. Le débat de la Bellevilloise du 28 février l'a montré. Intitulé *La finance est (toujours) notre ennemi*, il a rassemblé les 5 formations de